

AVRIL
2026

284 MILLIONS D'EUROS POUR UNE PROMESSE NON TENUE

ENQUÊTE SUR LES FINANCEMENTS
PUBLICS À L'ÉLEVAGE D'INSECTES



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au moins **284 millions d'euros d'argent public** ont été investis dans les principales entreprises françaises d'élevage d'insectes au cours de la dernière décennie. Rapporté à la production effective de la filière, cela représente **environ 20 euros d'aide publique par kilogramme de farine d'insectes produite**, soit cinq fois le prix de vente de cette farine sur un marché qui peine lui-même à trouver des acheteurs.





**EN ORDRE DE GRANDEUR,
284 MILLIONS D'EUROS
C'EST :**

≈ 2,5x

le plan protéines végétales de France Relance (120 millions d'euros), qui vise le doublement des surfaces de légumineuses d'ici 2030

33 ANS

en équivalence, **du Fonds Avenir Bio à son budget 2025** (8,7 millions d'euros par an), un fonds récemment réduit de moitié faute de moyens



UN SECTEUR EN ÉCHEC ÉCONOMIQUE

À l'échelle mondiale, les investissements cumulés dans le secteur s'élèvent à **environ 2 milliards de dollars**, dont au moins 36% ont été dirigés vers des entreprises aujourd'hui en cessation d'activité ou en restructuration.

**2 MILLIARDS
DE DOLLARS**
d'investissements
mondiaux

En France, Ÿnsect est en liquidation judiciaire. Agronutris est en grande difficulté. Innovafeed affichait 5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024, pour 35 millions de pertes.

Le marché de l'alimentation animale s'est peu développé. La farine d'insectes reste **deux à quatre fois plus chère que la farine de poisson et jusqu'à neuf fois plus chère que la farine de soja**.

Celui de l'alimentation humaine est resté anecdotique : **seuls 2 Français sur 10 se disent curieux** de tester des produits à base d'insectes.

2 SUR 10
français prêts
à tester

Le repositionnement vers l'alimentation des animaux de compagnie constitue un repli considérable par rapport aux ambitions initiales, sur un marché de niche qui ne pourra pas accueillir plusieurs grands acteurs.



DES BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX NON DÉMONTRÉS



Selon une analyse de cycle de vie commanditée par le ministère de l'Environnement britannique, la farine d'insectes émet jusqu'à **13,5 fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que le soja**. Contrairement au discours de la filière, l'industrie utilise très peu de véritables déchets alimentaires et s'appuie sur des coproduits agricoles déjà valorisés.

13,5x PLUS
d'émissions de GES que le soja

Pour l'alimentation humaine, la comparaison avec le bœuf, omniprésente dans la communication du secteur, ne reflète pas la réalité du marché : **90% des produits à base d'insectes (barres, snacks, pâtes) ne remplacent pas de la viande** mais des ingrédients d'origine végétale. Or ces ingrédients ont une empreinte carbone inférieure à celle des insectes, ce qui signifie que **l'incorporation d'insectes dans ces produits accroît leur impact environnemental au lieu de le réduire**.

90%
des produits à base d'insectes ne remplacent pas la viande

Dans le segment de l'alimentation des animaux de compagnie, les protéines d'insectes émettent **2 à 10 fois plus de gaz à effet de serre** que les produits conventionnels qu'elles remplacent.



STRUCTURE ET LOGIQUE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Notre enquête met en évidence une concentration des financements sur l'industrialisation de la filière. Sur les 284 millions d'euros identifiés, environ 184,7 millions relèvent de l'industrialisation et de l'investissement, 44 millions du soutien économique, 37,1 millions de la recherche et du développement, et 18,2 millions du développement territorial.

Plus de 90% des montants proviennent de l'Etat ou de ses opérateurs, en premier lieu BpiFrance, l'ADEME et la Caisse des dépôts. L'intervention de BpiFrance, en particulier, a joué un rôle de signal auprès des investisseurs privés, contribuant à attirer des capitaux complémentaires. Les instruments mobilisés vont bien au-delà de la subvention classique : prêts et avances remboursables (123 millions d'euros), prises de participation au capital (60 millions d'euros), en plus des subventions directes (94 millions d'euros). L'Etat a ainsi assumé une part importante du risque économique.

Ces montants traduisent un choix politique fort en faveur d'une filière soutenue comme un secteur stratégique dès ses débuts, avant même que sa viabilité économique soit établie et alors que les travaux scientifiques les plus récents remettent en cause les bénéfices environnementaux invoqués pour justifier ce soutien.

90%
des aides viennent de l'Etat ou de ses opérateurs



RECOMMENDATIONS





RÉÉVALUER LES AIDES ET SUBVENTIONS PUBLIQUES

Tant que des analyses de cycle de vie indépendantes, réalisées en conditions industrielles réelles et non sur la base de scénarios théoriques, ne démontrent pas que l'élevage d'insectes présente un bénéfice environnemental net par rapport aux alternatives existantes, et tant que ses implications éthiques, sanitaires et sociales restent insuffisamment prises en compte, nos associations demandent que le soutien public à cette filière soit suspendu.



RÉORIENTER LES AIDES ET SUBVENTIONS PUBLIQUES POUR PLUS DE COHÉRENCE AVEC LES STRATÉGIES EUROPÉENNES ET NATIONALES

Les données scientifiques actuelles montrent que les protéines végétales, déjà disponibles à grande échelle et à faible coût, offrent des bénéfices environnementaux nettement supérieurs à ceux des insectes. D'autres pistes comme les mycoprotéines et les protéines issues de la fermentation de précision présentent également des perspectives prometteuses. L'ObSAF et l'ONEI demandent que les ressources publiques consacrées à la transition alimentaire (recherche et soutien aux entreprises) soient redirigées vers ces solutions dont l'efficacité environnementale est mieux établie par la recherche.





AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES AIDES ET SUBVENTIONS ACCORDÉES À LA FILIÈRE

Nous demandons la publication d'un bilan consolidé et détaillé de l'ensemble des financements publics accordés à la filière de l'élevage d'insectes en France, incluant les montants investis par BpiFrance, dont une partie significative reste opaque. Ce bilan devrait être accessible à tout citoyen sans nécessiter un travail de recoupement entre des dizaines de sources disparates.



EXAMINER LES PROCESSUS DE DÉCISION AYANT CONDUIT À CES FINANCEMENTS

Les mécanismes d'évaluation et de décision qui ont conduit à investir des centaines de millions d'euros dans une filière dont plusieurs limites étaient déjà identifiées dans la littérature scientifique doivent faire l'objet d'un examen public. Nous demandons qu'un retour d'expérience transparent soit mené sur les processus ayant conduit à ces choix de financement, afin d'en tirer des enseignements pour l'avenir et d'éviter que des erreurs comparables ne se reproduisent dans d'autres secteurs émergents.



**Corentin Biteau
Tom Bry-Chevalier
Julie Coumau
Clémence Peyrot**

Designer : Valentine Filleul

Contacts :

contact@obsaf.fr

corentin.biteau@onei-insectes.org

